

La jeunesse belge, son alphabétisation financière et sa pension

SIDNEY DE CECCO
ET ANTONIO ESTACHE

Ecares, Université libre de Bruxelles

Comme la plupart des pays européens, la Belgique fait progressivement glisser son système de plan de pensions assurant des «prestations ou bénéfices définis» vers un système qui donne de plus en plus de place aux «cotisations définies». Dans cette approche, les cotisations, partiellement au choix du travailleur, sont placées au fur et à mesure qu'elles sont accumulées, et finissent ainsi par définir son revenu de retraité. Concrètement, ceci veut dire que le montant de la pension disponible pour un retraité sera désormais de plus en plus lié au choix du niveau d'épargne-pension pendant sa vie active et à la composition de cette épargne.

Les effets de ce changement seront lents à se produire, mais certains sont déjà sous-estimés. Une de ces sous-estimations est liée aux connaissances de la population en finance. Les «cotisations définies» requièrent un savoir largement supérieur à celui requis par les «prestations ou bénéfices définis». Commencer à épargner trop tard ou trop peu coûtera bien plus aux futurs retraités que ce que les débats autour des réformes ont mis en évidence. Une grande partie de ce qui s'observera dans près d'un demi-siècle sera tout à fait définie par des choix individuels qui se feront dans les 5 à 10 années suivant l'entrée d'un jeune sur le marché du travail. Peu y pensent, mais beaucoup en pâtiront, s'ils font les mauvais choix.

Les populations les plus concernées sont la jeunesse actuelle et les générations suivantes, pour lesquelles ces horizons semblent bien lointains. Pour les générations futures, il semble raisonnable de penser que le système éducatif finira par internaliser l'enseignement des connaissances requises. Mais ceux qui vont rentrer ou sont rentrés sur le marché du travail il y a moins de 15 ans, et auxquels il reste entre 30 et 45 ans de vie professionnelle active, n'auront pas bénéficié de cette alphabétisation financière. On parle, en gros, d'une génération qui est à risque.

Dans un article récent⁽¹⁾, nous essayons de quantifier certains des déterminants de ce risque. Pour ce faire, nous avons utilisé un test relativement standard d'alphabétisation financière liée à l'épargne, qui a déjà fait ses preuves notamment aux Etats-Unis, en Australie et dans quelques pays européens. Nous l'avons testé sur un échantillon d'étudiants de l'Université libre de Bruxelles, dans lequel ceux en business, économie et management sont surreprésentés (75%). Ils sont en moyenne âgés de 23,5 ans et deux sur cinq sont des femmes. Près de 50% vivent encore chez leurs parents et environ

un sur cinq a, ou a eu, un travail régulier. Plus de 70% disent au moins penser à épargner pour leur pension.

Le choix de cet échantillon n'est pas anodin. En ciblant de jeunes universitaires, l'idée est de tester si les jeunes, en principe, les plus équipés académiquement pour faire des choix structurés, le sont réellement. Si eux ne le sont pas, les jeunes sans formation universitaire sont donc au moins aussi, si pas plus, exposés aux risques de manquer des connaissances financières nécessaires pour faire les bons choix en matière de pension.

Même si ce test n'est que partiel, il est riche en enseignements sur le niveau d'alphabétisation en finance, dans un contexte de planification de pension. Plus de 80% comprennent ce que signifient l'inflation, la diversification de portefeuille ou les intérêts

composés. Mais plus de la moitié ne comprennent pas ce que la tarification des bons d'Etat ou d'entreprise, ou la dette, impliquent concrètement.

Ces résultats confirment ceux obtenus récemment aux Etats-Unis ou aux Pays-Bas mais ne sont pas suffisants à une bonne appréciation du défi. Une analyse économétrique permet d'affiner la compréhension de la corrélation entre les caractéristiques sociodémographiques des étudiants et leur alphabétisation en finance. Les principaux résultats issus de notre échantillon permettent de mettre en évidence, entre autres, les points suivants:

- Les connaissances en finance sont influencées par la durée et le choix des études: ceux en fin de maîtrise et ceux en business ou économie ont une meilleure alphabétisation financière, tout comme dans d'autres pays. C'est sans doute le résultat le moins surprenant. Ceux qui suivent le sont bien plus.

- Une inégalité de genre prévaut: les deux tiers des jeunes hommes répondent correctement à au moins 75% des questions. Les jeunes femmes le font à raison de 50% seulement; les étudiantes ont aussi une préférence plus marquée à épargner moins que les étudiants. Ces biais se retrouvent ailleurs dans l'OCDE.

- Le choix du niveau d'épargne est plus influencé par le choix des études et le fait d'avoir une certaine expérience professionnelle: la surprise est que ces facteurs sont plus importants que les connaissances en finance pour le niveau d'épargne.

- Un parcours académique belgo-belge impacte les choix d'épargne: ceux ayant fait leurs études secondaires en Belgique seraient moins prêts à s'engager dans une épargne complémentaire offerte par un employeur que les autres.

- Le fait d'habiter chez ses parents influence les choix d'épargne aussi: en général, ces étudiants épargnent moins, mais quand ils le font, leur taux d'épargne est supérieur.

Le message est que les jeunes d'aujourd'hui ne sont vraiment pas tous égaux

dans leur compréhension des défis liés à l'évolution du système de pensions. Le nouveau système est en train de créer une nouvelle source de dichotomisation sociale qui aura probablement des conséquences économiques et politiques.

Que faire? Tout cela peut paraître bien loin et explique sans doute le fait que peu de politiciens s'en préoccupent. Mais traîner pour agir est irresponsable quand on se rend compte que les écarts de pensions effectives peuvent varier facilement de 20 à 30% entre deux individus dont la seule différence est un retard de 5 à 10 ans d'effort d'épargne. C'est aussi profondément injuste dans un monde dans lequel la finance est de plus en plus déterminante de l'inégalité des chances de vivre une vieillesse décente. Rétablir cette égalité passe par un accès à une éducation financière de base suffisante.

Un programme de formation grand public

Il y a donc place pour une politique publique de correction des écarts. La plus simple est l'introduction de programmes de dissémination grand public et de programmes de formation ciblés dès le secondaire pour aider les jeunes à comprendre que leurs besoins futurs sont au moins aussi importants que ceux qu'ils vivent actuellement. De plus, étant donné le rôle des parents dans les choix de leurs enfants, former les parents d'aujourd'hui serait sans doute utile aussi.

Le faire en collaboration avec le secteur financier est crucial car il est le point d'entrée principal des jeunes dans le monde de l'épargne complémentaire, avec ou sans aide des parents.

Dans un monde où les populations ont une espérance de vie de plus en plus longue, et un environnement dans lequel la redistribution publique sera de plus en plus atomisée (les besoins de financement publics étant de plus en plus diversifiés), aider les populations à améliorer leur «auto-assurance» sociale n'est pas superflu.

(1) Sidney De Cecco et Antonio Estache, 2015. «Is the Belgian Youth Ready for the Reformed Pension System?», Working Papers Ecares 2015-28.

Le montant de la pension disponible pour un retraité sera désormais de plus en plus lié au choix du niveau d'épargne-pension pendant sa vie active et à la composition de cette épargne. Ce qui demande un minimum de connaissances financières...